

64 % de ses échanges. Les échanges France-Canada représentent moins de 1 % du commerce extérieur français et le Canada est son 25^e partenaire commercial. La France a une économie ouverte sur le monde et tous les grands opérateurs économiques mondiaux sont présents dans la majeure partie des créneaux de l'économie. Si les Européens arrivent au premier rang, les États-Unis et le Japon occupent également une place de choix.

Appuyés par la politique industrielle volontariste poursuivie par l'État français, certains secteurs de l'économie ont bénéficié d'importants investissements en recherche et développement d'infrastructures. C'est le cas notamment des transports; en France, les technologies du rail et de l'aérospatial sont à la fine pointe. À défaut d'offrir des possibilités d'exportation directe, ces secteurs peuvent néanmoins offrir aux entreprises canadiennes des possibilités d'alliances ou de partenariats stratégiques et de transferts de technologie, ou même de sous-traitance. En pareil cas, l'accès que le Canada offre au marché de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) est un atout indéniable. Dans d'autres secteurs où les entreprises françaises affichent une compétitivité de calibre mondial, les possibilités de s'implanter sur le marché français sont bien réelles, comme le démontre le succès de firmes américaines et canadiennes dans le secteur des services informatiques.

Les créneaux où les fournisseurs étrangers (dont un bon nombre de Canadiens) connaissent le succès sont légion : machines et biens d'équipement, matériel et services informatiques, produits culturels, matériel médical, produits alimentaires transformés, équipement et services de sécurité, produits chimiques, composantes électroniques et bien d'autres. Cela dit, dans chaque secteur, les entreprises canadiennes se heurteront à des compétiteurs de haut niveau et il faut étudier la concurrence avec soin avant de s'engager dans la bataille. Parmi les éléments clés du succès pour pénétrer le marché français : le prix, la qualité, le design, l'innovation, une présence ou une représentation efficace sur le marché et, dans le cas des produits électriques et électroniques, être prêt à investir le temps et l'argent nécessaires dans le processus de certification et d'homologation.

Les dernières prévisions de la Commission européenne pour les années 2000 et 2001 confirment que la reprise économique en cours va se renforcer dans tous les pays de l'Union. La croissance devrait s'accélérer pour passer de 2,1% en 1999 à 2,9% en 2000 puis 3% en 2001. La France participera à ce mouvement, avec des taux de 2,8% en 1999 puis 3% en 2000. Il est évident que l'économie française traverse une période de transition. L'achèvement du marché intérieur européen, la mondialisation des échanges et les pressions fiscales sont quelques-uns des facteurs qui alimentent une transformation du rôle de l'État dans l'économie française, tout en le gardant prépondérant. Le gouvernement du Premier ministre Lionel Jospin, qui a mis la lutte pour l'emploi au premier rang de ses priorités, mise activement sur le développement des PME et des nouvelles technologies.

La France jouit d'une position géographique privilégiée au sein de l'Europe. Elle est placée au centre de l'Union, au carrefour du Nord et du Sud. Elle dispose de réseaux d'infrastructures de premier ordre (télécommunications, énergie, transports) et d'un savoir faire technologique reconnu. Sa main d'oeuvre est qualifiée et ses coûts moyens sont parmi les plus bas des pays d'Europe du Nord. Avec plus de 70 millions de visiteurs par an, la France est aussi la première destination touristique internationale.

Le Canada est très bien placé pour profiter des atouts de l'économie française. La France est en pleine reprise économique. Les perspectives qu'ouvre la France aux exportateurs et investisseurs canadiens s'avèrent prometteuses. La déclaration de "partenariat renforcé" entre